



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU DOUBS

Besançon, le **17 JUL. 2020**

Direction Départementale des Territoires
Service Eau, Risques, Nature et Forêt
Unité Coordination Eau et Ouvrages
Hydrauliques

Le directeur,

à

Réf : 25-2020-00090

Affaire suivie par : Régis BERGEZ
tél. 03.81.65.62.38 – fax 03.81.65.62.01
regis.bergez@doubs.gouv.fr

Direction Interdépartementale des Routes Est
1 Boulevard de la Solidarité
CS 95231
57 076 METZ CEDEX 03

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles
L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
**projet d'aménagement de l'ouvrage d'art sous la
RN 83 pour le passage du ruisseau la Furieuse sur la
commune de RENNES-SUR-LOUE**
Courrier de notification de décision

Monsieur,

Par courrier reçu en date du 16 juin 2020, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant le :

**projet d'aménagement de l'ouvrage d'art sous la RN 83 pour le passage du
ruisseau « la Furieuse » sur la commune de RENNES-SUR-LOUE**
dossier enregistré sous le numéro : **25-2020-00090**.

Suite à l'examen des pièces de votre dossier, il ressort que votre opération nécessite la mise en œuvre de prescriptions spécifiques.

Vous trouverez ci-joint l'arrêté relatif à cette décision détaillant notamment ces différentes spécifications.

Par ailleurs, vous trouverez également les arrêtés de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte-tenu des rubriques concernées par votre opération.

J'attire également votre attention sur des épisodes de mortalité de castors sur la RN 83 à proximité de l'ouvrage d'art. Cette situation est déconnectée de l'opération de restauration de la continuité, mais devra être étudiée afin d'éviter des mortalités ultérieures.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le directeur et par délégation,
Le Chef du Service
Eau, Risques, Nature et Forêt


Yannick CADET

P.J. :

- 1 arrêté préfectoral
- 3 arrêtés de prescriptions

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDT25-ERNF-2020-07-17-001

**fixant les prescriptions spécifiques au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement concernant les travaux de restauration de la continuité écologique sur l'ouvrage de la RN 83 enjambant le cours d'eau « la Furieuse »
sur la commune de RENNES-SUR-LOUE**

Le Préfet du Doubs,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, et considéré complet le 16 juin 2020, présenté par la Direction Interdépartementale des Routes Est, enregistré sous le n° 25-2020-00090 et relatif aux travaux de restauration de la continuité écologique sur l'ouvrage de la RN 83 enjambant le cours d'eau « la Furieuse », sur le territoire de la commune de RENNES-SUR-LOUE ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25-2020-06-16-014 du 16/06/2020 portant délégation de signature générale à M. Patrick VAUTERIN, directeur départemental des territoires du Doubs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25-2020-06-23-002 du 23/06/2020 portant subdélégation de signature générale de M. Patrick VAUTERIN, directeur départemental des territoires du Doubs à ses collaborateurs ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 26/06/2020 attestant l'enregistrement de la demande ;

VU l'avis réputé favorable de l'Office Français pour la Biodiversité (OFB) ;

VU le courrier en date du 02/07/2020 adressé au pétitionnaire pour observation sur les prescriptions spécifiques ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du 16/07/2020, sans observation sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT les nombreux échanges amont et les compléments apportés au dossier avant son dépôt ;

CONSIDERANT que des prescriptions spécifiques doivent être apportées au projet :

- les travaux projetés ont lieu en lit mineur de cours d'eau.
- les travaux projetés sont de nature à polluer des frayères en aval sur la Furieuse et la Loue.

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Direction Interdépartementale des Routes Est de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

les travaux de restauration de la continuité écologique sur l'ouvrage de la RN 83 enjambant le cours d'eau « La Furieuse »

situés sur la commune de RENNES-SUR-LOUE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m : (A) ; 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m : (D)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Article 3.1 : Période d'intervention :

Les travaux pourront être réalisés dans la période comprise entre le 15 avril et le 31 octobre.

AVANT DE DÉBUTER LE CHANTIER

Article 3.2 : police de l'eau :

Le service Police de l'Eau de la DDT 25 (03.81.65.69.44 – ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr) et le service départemental de l'OFB (03.81.52.25.46 – sd25@ofb.gouv.fr) devront être prévenus **7 jours** avant le démarrage des travaux.

Article 3.3 : consignes :

Le déclarant communique à chaque entreprise intervenant sur le chantier l'arrêté d'autorisation ainsi que l'intégralité du dossier ayant servi lors de l'instruction. Les documents peuvent être assortis de fiches de consignes explicites réalisées à l'initiative du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre à l'intention des travailleurs opérant sur site.

Article 3.4 : accès au chantier :

Préalablement au démarrage des travaux, le déclarant devra disposer de toutes les autorisations du (ou des) propriétaire(s) des terrains.

La DDT sera informée de l'accès définitivement retenu avant le démarrage des travaux.

PENDANT LES TRAVAUX

Article 3.5 : Réalisation des travaux :

Les travaux seront réalisés conformément au dossier déposé.

La circulation et l'intervention d'engins et de véhicules de chantier sont interdites dans le lit mouillé, à l'exception des travaux réalisés pour la mise à sec temporaire d'une partie du lit mineur lorsque celle-ci est nécessaire pour l'isolement du chantier. Les interventions et les circulations nécessaires à la mise à sec dans le lit mouillé sont réduites au strict minimum.

La zone de chantier sera mise en assec par la mise en place d'un batardeau afin d'isoler l'arche concernée par les travaux.

Les eaux souillées, pompées avant la mise à sec, devront être filtrées ou décantées avant rejet dans le cours d'eau. L'étanchéité de la zone mise à sec devra être garantie.

La remise en eau des tronçons mis à sec lors de l'opération est réalisée graduellement afin de limiter au maximum le départ de matériaux fins vers l'aval.

Article 3.6 : pêche de sauvegarde :

Une pêche de sauvegarde sera réalisée une fois la zone de chantier isolée. Cette pêche sera répétée chaque fois que nécessaire.

Article 3.7 : organisation du chantier :

Les installations de chantier, les stockages (matériaux, produits polluants) ainsi que les déblais devront être situés en dehors des zones inondables, des zones humides et des zones de présence d'espèces protégées.

Dans l'hypothèse où les installations de chantier seraient exposées aux risques d'inondation, le déclarant doit garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue (évacuation du matériel et des engins de chantier...) et pour sécuriser le chantier d'une manière générale.

Le suivi de la station hydrologique en temps réel est accessible sur le site internet Hydoréel.

www.rdbrmc.com/hydroreel2

Article 3.8 : prévention des pollutions liées aux travaux :

Toutes les mesures seront prises pour éviter une pollution des eaux et du milieu aquatique (laitance de ciment, matières en suspension (MES)...).

Les engins utilisés sur le chantier seront exempts de fuite de liquide hydraulique ou d'huile moteur. (utilisation recommandée d'huiles biologiques).

Des aires spécifiques étanches et munies d'un dispositif de rétention seront mises en place pour le stockage des produits polluants, le parcage et l'alimentation en carburant des engins.

Il en est de même pour le stockage des déchets produits sur le chantier, hors débris végétaux et matériaux extraits du lit du cours d'eau.

Article 3.9 : prévention des pollutions accidentelles :

Le déclarant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle et de destruction des milieux aquatiques par les engins de chantier en circulation ou en stationnement, en prévoyant des dispositifs adaptés permettant d'éviter l'écoulement de la pollution dans le cours d'eau (par exemple : barrage flottant, produit neutralisant, kits anti-pollution...). Un plan de localisation situant les zones de dépôt d'hydrocarbures et du matériel de dépollution d'urgence sera fourni par le pétitionnaire.

Les eaux pompées polluées de matières en suspension devront être dirigées vers un ou des bassins de rétention de contenance suffisante qui assureront la fonction de décantation avant rejet dans le milieu naturel. En sortie de bassin, les eaux rejetées devront être claires. Tous les moyens seront mis en œuvre pour y parvenir.

Sauf lors de l'isolement ou de la remise en eau de la zone de travaux, les travaux ne devront pas entraîner de différence de turbidité visible dans les eaux de la Furieuse.

En cas de pollution accidentelle, le service de Police de l'Eau, l'Office Français pour la Biodiversité (OFB), le service de la Préfecture (SIRACEDPC), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), l'Agence Régionale de Santé (ARS), ainsi que la mairie de Rennes-sur-Loue, devront être immédiatement prévenus.

Article 3.10 : prévention de la prolifération des espèces invasives :

Les travaux ne devront pas entraîner la dissémination des espèces exotiques envahissantes (Renouée du Japon, Balsamine de l'Himalaya, Aster de nouvelle Belgique, Topinambour,...). Le déclarant mettra en œuvre les moyens nécessaires pour l'éviter.

Si des stations d'espèces invasives sont présentes sur la zone de travaux, une vigilance accrue devra être portée afin de ne pas favoriser la dissémination de ces végétaux. Les stations de ces espèces devront être recensées et balisées avec de la rubalise avant le démarrage des travaux. En cas d'extraction d'une station lors des terrassements, les produits végétaux et les matériaux pollués par ces espèces invasives devront être évacués et éliminés, afin d'éviter leur prolifération. (par exemple : en procédant à un enfouissement profond supérieur à 3 mètres).

Toutefois, la solution à privilégier demeure l'apport de ces déchets de plantes invasives vers l'incinérateur le plus proche (Pontarlier, Besançon ou Montbéliard).

Le cas échéant, la DDT - Police de l'Eau sera avertie au préalable de la solution retenue.

APRÈS LES TRAVAUX

Article 3.11 : remise en état du site :

A l'issue du chantier, une remise en état du site sera réalisée, afin de supprimer les traces de passage des engins utilisés pour réaliser les travaux.

Le terrain sur lequel étaient établies les installations de chantier devra être remis dans son état d'origine, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site, ou faire l'objet d'une opération de renaturation.

En cas de destruction de la ripisylve, des opérations sont menées pour favoriser sa régénération naturelle ou des plantations seront effectuées le long des berges concernées avec des essences autochtones adaptées (en priorité les essences présentes sur le site) dans l'année suivant les travaux.

Article 3.12 : rapport de fin de travaux :

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au service de la police de l'eau, un rapport de fin des travaux illustré comprenant notamment le déroulement général du chantier (dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées) et le compte-rendu des travaux de comblement.

Article 3.13 : évacuation des déchets :

A l'issue du chantier, les déchets issus des travaux seront évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet.

Article 3.14 : entretien de l'ouvrage :

L'ouvrage réalisé assurant la continuité écologique devra être entretenu afin d'assurer son bon fonctionnement permettant les transits piscicole et sédimentaire (gestion des embâcles et des dépôts sédimentaires).

Article 4 : Modification des prescriptions

La modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3.

Le projet d'arrêté est porté à la connaissance du déclarant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 214-37.

Le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 7 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de RENNES-SUR-LOUE. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de RENNES-SUR-LOUE, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du DOUBS pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du DOUBS,

Le maire de la commune de RENNES-SUR-LOUE,

Le directeur départemental des territoires du DOUBS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du DOUBS, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A Besançon le **17 JUL. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
et par subdélégation,
Le Chef du Service Eau, Risques, Nature et Forêt


Yannick CADET

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 28 novembre 2007 (3.1.2.0)
- Arrêté du 13 février 2002 (3.1.3.0)
- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)